



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2023

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉ**  **RISQUES**

Société G.E.P.E.I.F.

rue Descartes
69190 SAINT-FONS

Références : UDR-CRT-22-010-AC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2023 dans l'établissement GEPEIF implanté à Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société G.E.P.E.I.F.
rue Descartes
69190 SAINT-FONS
- Code AIOT dans GUN : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduaires provenant des usines SOLVAY Saint-Fons Spécialités et SOLVAY Belle-Etoile. Le GEPEIF traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de l'usine BAXTER (ex Gambro) de Meyzieu.

Le site est réglementé par arrêté préfectoral du 24 juin 2009 modifié et l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017 autorise la société GEPEIF à traiter des effluents provenant d'autres industriels et arrivant par citerne sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Suivi des VLE des rejets aqueux	art. 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 art. 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022	Liquidation de l'astreinte administrative journalière
Actions pour un retour durable à la conformité	art. 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022	Liquidation de l'astreinte administrative journalière

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
-	-	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

DEMANDE N°1 :

- L'exploitant devra présenter, sous 3 mois, un justificatif de la suppression de la ligne d'envoi chez Rhodia Opération à l'origine de l'incident du 29/10/22.
- En cas de nouveau dépassement en AOX, l'exploitant veillera à identifier la cause de ces dépassements.
- L'exploitant détaillera, sous 3 mois, les causes des dépassements en azote de Novembre, ou corrigera l'incohérence des dates indiquées pour le dysfonctionnement de la canalisation de relevage.

LIQUIDATION DE SANCTION :

Il est proposé la liquidation de l'astreinte administrative journalière pour la période allant du **1er septembre au 5 novembre 2022**, soit 65 jours. Le montant total de l'astreinte administrative est de 32.500 €.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : suivi des VLE des rejets aqueux

Référence réglementaire : art. 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017
art. 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022

Thème(s) : Eau

Prescription contrôlée : "Le paiement d'une astreinte journalière est ordonnée à la société GEPEIF, exploitant de l'installation sise chemin Fauré, à Saint Fons (69190) :

– d'un montant de 500 euros, pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral en date du 13 février 2019, sur le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.7.5, en particulier les valeurs en concentration et en flux des rejets **d'aluminium, MEST et DCO.**"

Moyen journalier : 7 000 m³/j			
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Rendement moyen journalier %
DCO nd	300	1500	>85%
DBO5	30	150	
MES	35	150	
NTK	30	150	
P total	10	70	
Indice phénols	0.3	2.1	
Cr	0.5	3.5	
Al	2	14	
AOX	1	7	
CN⁻	0,1	0,35	
As	0,05	0,175	
Indice hydrocarbure	1	7	
Chlorures	3 g/l		
Sulfates	5 g/l		

Constats :

L'exploitant a présenté en séance les valeurs mesurées au cours de son autosurveillance des mois de septembre à décembre 2022.

Il a été relevé les dépassements suivants :

SEPTEMBRE :

Aluminium : 04/09 : dépassement en concentration lié à des difficultés d'ajustement avec le taux de phosphore.

Phosphore : 11 et 12/09 : dépassement en concentration lié à des difficultés d'ajustement avec le taux d'aluminium.

OCTOBRE :

Phosphore : du 29/10 au 10/11 : dépassements en concentration et en flux. Un incident s'est produit sur le site de Rhodia Opérations au redémarrage de l'atelier HQPC. Une erreur opérateur lors de l'amorçage du procédé de fabrication a entraîné le maintien en position ouverte d'une vanne, à l'origine d'un rejet massif de phosphore vers le GEPEIF. Cet incident a été signalé à l'inspection des installations classées par mail du 02/11/2022, et la fiche incident a été transmise le 10/11. L'exploitant indique que l'arbre des causes et la revue des procédés ont été réalisés, et que la ligne d'envoi à l'origine de cette pollution sera supprimée.

AOX : 19, 21 et 29/10 : dépassements en concentration. La cause de ces dépassements n'a pas été identifiée. L'exploitant envisage une erreur réalisée par le sous-traitant en charge des analyses d'auto-surveillance et a demandé une deuxième analyse, qui n'a pu être réalisée par manque d'échantillon suffisant. L'exploitant déclare chercher un nouveau sous-traitant.

NOVEMBRE :

AOX : 6, 10 et 15/11 : dépassements en concentration et flux. Les causes évoquées par l'exploitant sont identiques à celles évoquées pour les dépassements du mois d'octobre. Il est à noter que les valeurs présentées pour la date du 10/11 (6,47 mg/l et 23,21 kg/j) semblent aberrantes compte tenu des valeurs du 9 et du 11/11, proches de 0.

NGL (azote) : 17, 22, 25 au 27/11 : dépassements en concentration. L'exploitant indique que ces dépassements sont imputables au fonctionnement des installations du GEPEIF en mode dégradé suite à la casse d'une tuyauterie permettant le relevage des effluents entrant vers le bac tampon, entraînant un rejet des effluents directement vers le décanteur. Le bassin de regroupement des effluents étant d'un volume inférieur au bac tampon, il ne permet pas à l'exploitant un lissage de charge suffisant.

Par mail du 21/12, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées le fonctionnement en mode dégradé du GEPEIF du 5 au 20/12/22. **Cette période ne couvre pas la période des dépassements en azote de Novembre.**

DECEMBRE :

Phosphore : 6 au 8 et 12 au 20/12 : dépassements en concentration. L'exploitant justifie ce dépassement par un faible volume des effluents entrants, lié à l'arrêt de plusieurs ateliers des sites fournisseurs d'effluents à traiter, rendant difficile la gestion du phosphore habituellement compensé par de la charge en DCO, ainsi qu'un faible volume de rejets aqueux en sortie de station (moins de 4000 m³ pour une marche habituelle d'environ 6000 m³).

Aluminium : 14 au 19/12 : dépassement en concentration. L'exploitant avance les mêmes raisons que pour le phosphore.

NGL (azote) : du 6 au 8/12 : dépassement en concentration. L'exploitant avance les mêmes raisons que pour le phosphore.

MEST (matières en suspension) : 10 et 11/12 : dépassement en concentration. L'exploitant avance les mêmes raisons que pour le phosphore.

L'inspection des installations classées constate que du 6 septembre 2022 au 5 novembre 2022, il n'y a eu aucun dépassement des VLE concernant les paramètres aluminium, DCO et MEST.

L'inspection des installations classées note toutefois des dépassements réguliers sur plusieurs des paramètres surveillés au titre de l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017. Ces dépassements sont fréquemment de l'ordre de 10 à 20% de la VLE. Ainsi, si la situation permet de proposer la liquidation de la sanction administrative, les éléments constatés au cours de l'inspection ne permettent pas de proposer la levée de la mise en demeure du 13 février 2019. L'exploitant devra continuer ses actions visant à permettre un retour durable à la conformité. D'autres inspections sur cette thématique pourront être menées en 2023.

Type de suites proposées : liquidation de sanction**Proposition de suites :****DEMANDE N°1 :**

L'exploitant devra présenter, sous 3 mois, un justificatif de la suppression de la ligne d'envoi chez Rhodia Opération à l'origine de l'incident du 29/10/22.

En cas de nouveau dépassement en AOX, l'exploitant veillera à identifier la cause de ces dépassements.

L'exploitant détaillera sous 3 mois les causes des dépassements en azote de Novembre, ou corrigera l'incohérence des dates indiquées pour le dysfonctionnement de la canalisation de relevage.

LIQUIDATION DE SANCTION :

Il est proposé la liquidation de l'astreinte administrative journalière pour la période allant du 30 août au 5 novembre 2022, soit 67 jours.

Nom du point de contrôle : actions pour un retour durable à la conformité

Référence réglementaire : art. 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022
Thème(s) : Eau
Prescription contrôlée : <i>"...et de la transmission par l'exploitant de justifications sur les actions mises en œuvre permettant un retour durable à la conformité."</i>
Constats : L'exploitant indique que le GEPEIF a passé commande d'un COTmètre permettant le suivi du paramètre COT au niveau du bac tampon, après le mélange des effluents entrants. L'exploitant indique que Rhodia Opérations va passer la même commande afin de pouvoir mesurer les COT avant envoi de l'effluent. Un bon pour accord de la commande de COTmètre pour le GEPEIF signé du 28 décembre 2022 a été présenté. Ces équipements permettront une meilleure maîtrise des paramètres DCO/DBO5 des rejets du GEPEIF. L'exploitant a présenté les actions mises en place par les fournisseurs d'effluents afin de fournir une information concernant la charge en aluminium de manière quotidienne par envoi d'un mail automatique à l'ensemble des partenaires du GEPEIF. Ce mail a été présenté en séance. Une ségrégation des flux chargés en aluminium avant leur envoi au GEPEIF est réalisée en continu afin de lisser la charge et d'éviter que le GEPEIF ne se retrouve à traiter des effluents trop chargés pour sa capacité de traitement qui induiraient des rejets au Rhône non conformes. L'exploitant a indiqué développer une microméthode de mesure de l'aluminium, afin d'évaluer la charge en aluminium des rejets du GEPEIF dans un délai de 24h, contre 15 jours actuellement. Cette mesure, bien qu'actuellement imprécise, permettra au GEPEIF de connaître une tendance de ses charges en aluminium et donc de solliciter une réduction des flux auprès de ses fournisseurs. Les mesures réalisées au GEPEIF sont partagées avec l'ensemble des partenaires. De plus, l'exploitant indique que les fournisseurs mènent des actions de réduction à la source d'aluminium. L'inspection des installations classées constate que des actions concrètes sont mises en place et devraient permettre à terme un retour durable à la conformité sur l'ensemble des paramètres surveillés au titre de l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.
Type de suites proposées : liquidation de sanction
Proposition de suites : - LIQUIDATION DE SANCTION : Il est proposé la liquidation de l'astreint administrative journalière pour la période allant du 30 août au 5 novembre 2022, soit 67 jours.